

# VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin  
N°10 – décembre 2023

## Sommaire

### Le chiffre du mois

#### Transition Écologique & Énergétique

1. L'Allemagne se dote d'une stratégie de politique étrangère climatique
2. De nouvelles précisions sur le budget 2024 en attendant le vote en janvier
3. Plus de la moitié de la production d'électricité couverte par les renouvelables en 2023
4. Le Bundesrat donne son feu vert à la première loi fédérale sur l'adaptation au changement climatique

### Transports

1. Fin abrupte du bonus écologique pour les voitures électriques
2. Lancement de la ligne de train de nuit Nightjet Paris-Berlin
3. Budget : le ministère des Transports mise sur une hausse de la fiscalité de l'aérien

### Entreprises & International

1. Les entreprises réorganisent leurs chaînes d'approvisionnement
2. Adoption d'une nouvelle stratégie pharmaceutique nationale
3. Les consultations intergouvernementales germano-brésiliennes se sont tenues pour la première fois depuis 2015
4. Subvention fédérale d'un demi-milliard d'euros pour l'usine de batteries Northvolt
5. La Commission approuve une subvention fédérale de 2,6 Mrds d'euros pour décarboner Dillinger Hüttenwerke AG

### Numérique & Innovation

1. 52 M d'euros de crédits bancaires pour 1Komma5 Grad
2. Investissement du DeepTech & Climate Fund pour Kipu Quantum
3. Axel Springer conclut un accord avec l'américain OpenAI

## Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

# 59,7 %

En 2023, les énergies renouvelables atteignent une part de 59,7 % dans la production nette d'électricité en Allemagne selon l'Institut Fraunhofer ISE (voir article 3).

## Transition Ecologique & Energétique

### 1. L'Allemagne se dote d'une stratégie de politique étrangère climatique

A la veille du départ de la ministre des affaires étrangères Annalena Baerbock (Verts) pour Dubaï et la COP28, le gouvernement fédéral allemand a adopté le 6 décembre 2023 sa première stratégie de politique étrangère climatique. Si aucune nouvelle annonce financière n'est présente, le document de 88 pages, décrit comme la « *stratégie la plus complète au monde* » par la secrétaire d'État au climat Jennifer Morgan, se veut un document de coordination rédigé par les différents ministères compétents et la chancellerie fédérale. A l'image de la coalition tricolore, cette stratégie cherche à satisfaire les priorités de ses différents partis : des objectifs climatiques ambitieux (Verts) tout en portant une attention particulière aux aspects de justice sociale (SPD) ainsi qu'aux intérêts économiques et enjeux de compétitivité (libéraux/FDP). La stratégie revient sur une des grandes priorités du gouvernement qui est « l'engagement d'une sortie commune des énergies fossiles, en particulier dans le secteur de l'énergie ». Souhaitant que la cible des 1,5° C en termes de réchauffement global reste atteignable, le gouvernement fédéral annonce sa volonté de tout mettre en œuvre pour diviser les émissions globales de GES par deux par rapport au niveau 2019 d'ici 2030, ainsi que la multiplication par trois des énergies renouvelables et par deux de l'efficacité énergétique d'ici 2030 (objectifs fixés pour la COP28). De plus, la stratégie rappelle l'attachement de la

coalition au maintien de marchés ouverts au lieu d'approches de plus en plus protectionnistes. L'Allemagne souhaite également agir au niveau mondial, par exemple par le biais du club climat (*Klimaclub*), un projet cher à Olaf Scholz.

### 2. De nouvelles précisions sur le budget 2024 en attendant le vote en janvier

Après l'accord politique de la coalition sur le budget 2024, les projets de textes budgétaires ont été discutés le 20 décembre en conseil des ministres, sans toutefois être publiés à ce stade. Quelques précisions ont pu être données dans des communiqués de presse du gouvernement. Entre autres : (1) Alors qu'un financement initial du Bund d'environ 1,5 Mrd via le Fonds Climat et Transformation (KTF) était prévu pour relancer l'industrie photovoltaïque en Allemagne, le BMWK doit finalement revoir ce budget fortement à la baisse ; (2) le soutien annoncé en 2023, visant à réduire les frais d'utilisation des réseaux (*Netzentgelte*) à hauteur de 5,5 Mrd€ est supprimé, ce qui devrait entraîner une hausse du prix de l'électricité pour les entreprises et les ménages ; (3) l'augmentation de la tarification du CO<sub>2</sub> (dont les recettes financent le KTF) pour les secteurs du chauffage et des transports. Le gouvernement a décidé de revenir à la trajectoire plus sévère de tarification initialement prévue par le gouvernement précédent (augmentation de 30 à 45€/t de CO<sub>2</sub> au 1<sup>er</sup> janvier 2024, contre 40€/t prévus cet été), sans pour autant envisager une « allocation climat » (*Klimageld*) compensatrice telle qu'évoquée dans le contrat de coalition. D'autres fonds issus de programmes de soutien seront revus à la baisse. Le budget définitif pour 2024 devrait être voté au Parlement fin janvier 2024 et adopté par le Bundesrat le 2 février.

### **3. Plus de la moitié de la production d'électricité couverte par les renouvelables en 2023**

En 2023, les énergies renouvelables atteignent une part de 59,7 % dans la production nette d'électricité en Allemagne, soit 7,2 % de plus qu'en 2022. L'énergie éolienne constitue la première source de production d'électricité en Allemagne (≈32 %), suivi du photovoltaïque (≈12 %). Le développement de l'éolien terrestre reste néanmoins encore inférieur aux trajectoires de développement fixés par le gouvernement pour atteindre les objectifs : seuls 2,7 GW ont été nouvellement installés (données jusqu'en novembre 2023) alors que le gouvernement prévoyait 4 GW de nouvelles installations. En 2023, environ 14 GW d'installations photovoltaïques auraient été nouvellement construites, ce qui constitue au contraire un chiffre record. La production à partir de lignite et de houille aurait diminué respectivement de 27 % et 35 % en 2023. Pour rappel, le gouvernement allemand vise une part de 80 % d'énergies renouvelables dans la consommation brute d'électricité à horizon 2030 (Source : Fraunhofer ISE, energy charts).

### **4. Le Bundesrat donne son feu vert à la première loi fédérale sur l'adaptation au changement climatique**

Le projet de loi d'adaptation au changement climatique (KANg) présenté par le ministère fédéral de l'Environnement (BMUV) a passé avec succès le cap du Bundesrat le 15 décembre 2023. La loi pourra ainsi entrer en vigueur à la mi-2024. Cette loi crée pour la première fois un cadre stratégique pour une adaptation climatique préventive à tous les niveaux administratifs en Allemagne. Les villes et les communes sont particulièrement concernées lorsqu'il s'agit de se préparer concrètement aux conséquences de la crise climatique. Cette loi charge ainsi les Länder de veiller à l'élaboration de leurs propres stratégies d'adaptation au climat systématiques et généralisées dans les Länder et de concepts d'adaptation au climat

pour les territoires des communes. La loi sur l'adaptation au changement climatique ne contient toutefois pas encore d'objectifs concrets et mesurables. Le gouvernement fédéral souhaite publier une stratégie d'ici fin 2024. De plus, la question du financement commun de l'Etat fédéral et des Länder pour les mesures d'adaptation n'est pas encore résolue.

## **Transports**

### **1. Fin abrupte du bonus écologique pour les voitures électriques**

Le 13 décembre, le gouvernement a annoncé la fin de bonus écologique (*Umweltbonus*) dans un contexte de très forte pression sur le budget depuis l'arrêt rendu sur le frein à la dette par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe le 15 novembre dernier. Depuis le 18 décembre (soit moins d'une semaine après l'annonce), l'administration n'accepte plus de demandes de subventions. Cette fin abrupte du bonus écologique a certes surpris, mais depuis sa prise de fonction, la coalition, notamment les Verts et les libéraux, n'a jamais vu le bonus écologique comme un levier stratégique pour promouvoir l'électromobilité. Le bonus écologique s'inscrivait en effet déjà dans une trajectoire de baisse constante depuis un an. Une refonte du bonus écologique, intervenue au 1er janvier 2023, avait supprimé l'éligibilité des véhicules plug-in hybrides. Le montant des aides avait fortement baissé au 1er janvier 2023, puis devait baisser une nouvelle fois au 1er janvier 2024. Depuis le 1er septembre 2023, seules les personnes privées pouvaient bénéficier des aides, alors que jusqu'alors les flottes d'entreprises représentait 2/3 des voitures électriques nouvellement immatriculées. Enfin, la programmation du Fonds pour le Climat et la Transformation pour 2024 en août (avant l'invalidation partielle de ses réserves le 15/11) avait confirmé la tendance à la volonté de sortir progressivement du bonus écologique, avec 810 M€ prévus pour le financement du *Umweltbonus* en 2024, contre 1,3 Mrd€

prévus pour l'année 2024 dans la programmation précédente.

## 2. Lancement de la ligne de train de nuit Nightjet Paris-Berlin

Le 11 décembre, à 20h18, le train de nuit direct reliant les capitales allemande et française s'est élancé de la voie 8 de la gare de centrale de Berlin en direction du sud-ouest, vers les villes de Halle, Erfurt, Francfort puis Strasbourg, avant d'atteindre Paris gare de l'Est à 10h34. Cette inauguration historique, marquant la relance de cette liaison directe supprimée il y a sept ans, a rassemblé d'importantes personnalités politiques et économiques du secteur des transports ferroviaires, comme les ministres français Clément BEAUNE, allemand Volker WISSING (FDP) et autrichienne Leonore GEWESSLER (Verts – en visioconférence depuis la COP), et les dirigeants de compagnies ferroviaires Christophe FANICHET (SNCF Voyageurs), Richard LUTZ (Deutsche BAHN), Andreas MATTHÄ (ÖBB) et Sophie DUTORTOIR (SNCB). Une partie de ces participants dont Clément Beaune a ensuite pris part au voyage nocturne, accompagnés par l'Ambassadeur de France en Allemagne François DELATTRE. Jusqu'à octobre prochain, les Nightjets, matériel roulant de la compagnie autrichienne ÖBB, circuleront les lundis, mercredis et vendredis dans le sens Allemagne → France, et les mardis, jeudis et samedis dans le sens France → Allemagne. A partir d'octobre 2024, sa fréquence devrait devenir quotidienne. Enfin, en décembre 2024, cette liaison nocturne devrait être complétée par un train à grande vitesse direct de jour, pour lequel il faudra compter environ 8h de trajet.

## 3. Budget : le ministère des Transports mise sur une hausse de la fiscalité de l'aérien

Le 20 décembre, l'accord du gouvernement sur les grandes lignes du budget 2024 a vu d'importantes coupes dans le secteur des transports (bonus écologique, fonds de régionalisation pour les

transports en commun, dans une moindre mesure infrastructure de recharge et réseau ferroviaire), mais également un projet de hausse de recettes, via un renforcement de la fiscalité de l'aérien. Le gouvernement souhaite utiliser comme levier la redevance sur le transport aérien (*Luftverkehrsabgabe*), taxe sur les billets d'avion introduite en 2011, prélevée aux compagnies aériennes pour tous les vols au départ d'un aéroport allemand pour un montant de 13€ à 58€ selon la destination. La redevance a rapporté en 2023 1,2 Mrd € au budget de l'Etat. Selon un porte-parole du gouvernement, l'augmentation prévue devrait conduire à une augmentation des recettes d'environ 580 M € par an, soit +50%. Le choix d'augmenter la redevance sur le transport aérien se fait au détriment de l'introduction d'une taxe sur le kérosène, initialement évoquée. Pour le ministre WISSING, la taxation sur le kérosène présenterait davantage de risques de fuites de carbone. Au niveau européen, le ministre plaide également pour une redevance européenne sur la billetterie plutôt que sur la taxation du carburant.

## Entreprises & International

### 1. Les entreprises réorganisent leurs chaînes d'approvisionnement

Les résultats du sondage (BOP- F) réalisé auprès de 8 400 entreprises par la Bundesbank dans le cadre de son rapport mensuel révèlent que les entreprises allemandes ont intensifié leurs efforts pour renforcer la fiabilité de leurs chaînes d'approvisionnement internationales en réponse aux perturbations causées par la pandémie de coronavirus et la guerre d'agression russe en Ukraine. Environ 60 % des entreprises déclarent avoir pris des mesures depuis 2021 pour accroître la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement. Les mesures les plus importantes ont porté sur l'élargissement du réseau de fournisseurs, l'augmentation de la capacité de stockage, le remplacement des fournisseurs existants par de nouveaux et



l'amélioration du suivi des chaînes d'approvisionnement. Par ailleurs, près de 40 % des entreprises prévoient d'introduire de nouvelles mesures d'ici fin 2024 citant par exemple la réduction des distances de livraison ou une régionalisation de leur activité. Les entreprises dont la chaîne d'approvisionnement passe par la Chine indiquent avoir adopté ou prévoir plus de mesures que celles axées sur l'UE. Cette réorganisation s'accompagne d'une hausse des coûts d'approvisionnement et 45 % des entreprises anticipent des coûts de production accrus en raison de ces ajustements, dont près d'un cinquième s'attendant à des hausses de 5 % ou plus. Les calculs de la Bundesbank concernant les mesures déjà mises en œuvre depuis 2021 suggèrent une augmentation moyenne des coûts d'environ 2 % depuis 2021.

## **2. Adoption d'une nouvelle stratégie pharmaceutique nationale**

Le ministère fédéral de la Santé (BMG), le ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat (BMWK) et le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (BMBF) ont annoncé le 13 décembre l'adoption par le gouvernement fédéral d'une nouvelle stratégie pharmaceutique nationale. Ce plan d'action décrit en 14 pages les mesures qui devraient permettre à l'Allemagne de redevenir un site de R&D et de production attractif pour l'industrie pharmaceutique, et de réduire sa dépendance vis-à-vis des pays non membres de l'UE. Les principaux objectifs mentionnés sont donc l'amélioration des conditions cadres pour la fabrication et le développement de médicaments, l'accélération de la numérisation dans le secteur de la santé, la mise en place d'incitations pour l'implantation de sites de production en Allemagne et la promotion des projets d'innovation de l'industrie pharmaceutique. Les acteurs du secteur pharmaceutique (fédérations, industrie, universitaires) ont été nombreux à commenter la stratégie : s'ils saluent dans l'ensemble la reconnaissance par le gouvernement de

l'importance de ce secteur pour l'Allemagne et pour l'Europe, ils regrettent un manque de mesures concrètes.

## **3. Les consultations intergouvernementales germano-brésiliennes se sont tenues pour la première fois depuis 2015**

Les deuxièmes consultations intergouvernementales germano-brésiliennes après 9 ans de pause depuis 2015, se sont tenues le 4 décembre 2023 à Berlin au niveau du Chancelier Scholz et du Président Lula, accompagnés de leurs ministres. Les discussions ont mis l'accent sur la coopération économique, les énergies renouvelables et le développement durable, la numérisation, la science et la technologie, l'agriculture, la lutte contre l'insécurité alimentaire, et la lutte contre les menaces pour la démocratie telles que la désinformation et les discours de haine. Elles ont permis de signer plusieurs accords de coopération sur ces différentes thématiques (un partenariat pour une transformation écologique et socialement juste ; un protocole d'accord sur l'intégrité de l'information et la lutte contre la désinformation, plusieurs protocoles d'accord centrés sur la coopération scientifique et technologique, etc). Elles ont également permis d'aborder les questions internationales, avec notamment l'accord commercial UE-Mercosur, la guerre en Ukraine, la situation au Proche-Orient suite aux attaques terroristes du 7 octobre. Ces rencontres font office de préambule à l'année 2024, pendant laquelle seront célébrés les « 200 ans d'immigration allemande au Brésil ».

## **4. Subvention fédérale d'un demi-milliard d'euros pour l'usine de batteries Northvolt**

Après des craintes initiales suite à la crise budgétaire des dernières semaines, les travaux de construction de l'usine de batteries de Northvolt à Heide, dans le Schleswig-Holstein, pourront finalement se poursuivre : le gouvernement fédéral a débloqué le 3 décembre un demi-milliard d'euros de

subvention pour le projet de cette entreprise suédoise. Le groupe souhaite produire des cellules de batteries pour les voitures électriques à partir de 2026, et devrait créer plus de 3000 emplois avec sa future usine. Il a investi jusqu'à présent environ 100 millions d'euros de fonds propres dans le projet de construction. Selon les informations du ministère de l'Économie et de la Protection du Climat (BMWK), il s'agit au total d'une subvention d'environ 700 millions d'euros. Sur cette somme, environ 564 millions d'euros sont à la charge de l'État fédéral et environ 136 millions d'euros à la charge du Land. La subvention est répartie sur plusieurs tranches annuelles. Cette décision de subvention a été approuvée par la Commission européenne le 8 janvier.

## **5. La Commission approuve une subvention fédérale de 2,6 Mrds d'euros pour décarboner Dillinger Hüttenwerke AG**

La Commission européenne a approuvé un soutien financier de plusieurs milliards d'euros à l'industrie sidérurgique de la Sarre, conformément aux règles sur les aides d'État. L'objectif est de décarboner la production d'acier, avec un financement de 2,6 milliards d'euros d'ici 2027 pour Dillinger Hüttenwerke AG, Saarstahl AG et ROGESA mbh. Cette initiative vise à réaliser une transformation climatiquement neutre de la production d'acier, permettant aux entreprises de réduire environ quatre millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> par an. Le projet, nommé "Power4Steel" comprend la construction d'une installation de réduction directe et de fours électriques à arc pour produire de l'acier à base d'hydrogène. Les nouvelles installations devraient être opérationnelles en 2027, visant à produire à terme plus de trois millions de tonnes d'acier vert grâce à l'utilisation progressive de 120 000 tonnes d'hydrogène vert par an. La participation de la Sarre et du gouvernement fédéral allemand, avec une subvention de 70 % de l'État fédéral et 30 % de la Sarre, souligne l'importance de cette initiative pour la décarbonation de l'industrie sidérurgique.

Ce projet initialement sélectionné dans le cadre du PIIEC hydrogène, a finalement été approuvé comme projet individuel. Le ministre fédéral de l'Économie Robert Habeck a souligné les opportunités liées au projet d'aide pour les 14 000 salariés de l'industrie sidérurgique sarroise ainsi que pour la région dans son ensemble. Le projet constitue la troisième grande promotion de décarbonation d'un site sidérurgique en Allemagne, après les subventions accordées à Salzgitter AG et ThyssenKrupp Steel Europe en 2023.

## **Numérique & Innovation**

### **1. 52 M d'euros de crédits bancaires pour 1Komma5 Grad**

La licorne allemande de la Energy tech 1Komma5 Grad prépare son entrée en bourse : environ deux ans et demi après sa création, l'entreprise hambourgeoise a obtenu pour la première fois des capitaux extérieurs de la part de banques, prouvant ainsi sa solvabilité. Les institutions financières BNB Paribas, Deutsche Bank et LBBW mettent dans un premier temps 52,5 M d'euros à la disposition de 1Komma5 Grad. Cette somme devrait finalement être étendue jusqu'à 100 millions d'euros. Success story de la tech énergétique allemande, 1Komma5 Grad est une des rares start-up à avoir atteint le statut de licorne en 2023 grâce à sa dernière levée de fonds. Contrairement à la majorité des start-ups mais à l'instar de la Energy tech berlinoise Enpal, 1Komma5 Grad est déjà rentable avec un chiffre d'affaires d'environ 50 M d'euros en 2023, selon le CEO Philipp Schröder. La start-up vend du matériel pour approvisionnement énergétique durable : installations photovoltaïques, stockage d'électricité, infrastructure de recharge pour voitures électriques et pompes à chaleur.

## 2. Investissement du DeepTech & Climate Fund pour Kipu Quantum

L'entreprise allemande de logiciels quantiques Kipu Quantum a annoncé le 19 décembre la clôture d'un tour d'investissement de 10,5 M d'euros. La start-up, basée à Karlsruhe et Berlin, développe des algorithmes comprimés nécessaires au fonctionnement d'ordinateurs quantiques extrêmement puissants. Parmi les investisseurs, on retrouve le fonds DeepTech and Climate Fund (DTCF), déployé par le ministère fédéral de l'Economie début 2023, et dont Kipu Quantum représente le 2<sup>ème</sup> investissement depuis sa création. Outre le DTCF, le tour de financement a été mené par HV Capital avec la participation des investisseurs existants Entrada Ventures, Quantonation et First Moment Ventures. Kipu Quantum souhaite utiliser ce financement pour raccourcir son processus de développement d'ordinateurs quantiques pour l'industrie. Sa technologie aurait ainsi le potentiel de résoudre des problèmes industriels de l'ordre de 1.000 qubits physiques, compatible avec tous les principaux matériels quantiques. L'entreprise teste actuellement sa technologie avec des clients des secteurs pharmaceutique, chimique, logistique et financier. Le co-directeur du DTCF, Tobias Faupel, a déclaré : « *Nous investissons dans le potentiel de transformation de l'informatique quantique pour faire progresser les domaines où le traitement traditionnel des données a atteint ses limites* ».

## 3. Axel Springer conclut un accord avec l'américain OpenAI

Le groupe allemand Axel Springer et le champion américain de l'intelligence artificielle OpenAI, développeur de ChatGPT, ont annoncé mi-décembre la conclusion d'un partenariat. Ainsi tous les utilisateurs de ChatGPT devraient recevoir des résumés de contenus d'actualité sélectionnés par les médias de Springer, dont « Politico », « Business Insider » et les médias allemands « Bild » et « Welt ». OpenAI a ainsi annoncé son ambition de travailler en étroite collaboration avec les éditeurs et les créatifs. Mathias Döpfner, patron et actionnaire principal d'Axel Springer, a déclaré que l'alliance globale avec OpenAI était la première du genre : « *Nous allons explorer les possibilités du journalisme renforcé par l'IA - pour faire passer la qualité, la pertinence sociale et le modèle économique du journalisme au niveau supérieur* ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédacteurs : Willy BREDA, Bertrand LE TALLEC, Stéphanie JALLET, Antoine LECLERCQ, Adèle BESSOULE, Louca DERVILLE, Esther GOREICHY, Ahlam EL AHMAR, Elsa BELLI, Lucie COURTADE

Abonnez-vous : [berlin@dgtresor.gouv.fr](mailto:berlin@dgtresor.gouv.fr)